

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 10 octobre 2018

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie le 12 octobre 2018.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 5 octobre 2018.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAIFFE, Mme GIGNET, Mme GAUTHIER, Mme HACQUARD-COLNOT, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER,

Absent(e)s excusé(e)s : Mme PRUNIAUX (pouvoir à Mme MOUGNARD).

M. VALZER, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Domaine de l'urbanisme

18-56 Coupe de bois 2018-2019

18-57 Campagne d'affouage 2018-2019

Domaine des finances :

18-58 Création d'un plateau surélevé en entrée de ville, rue de Besançon – subvention Conseil Départemental

18-59 Cimetière - Tarifs caveaux 4 places

18-60 Convention pour la mutualisation de la collecte et de la vente des certificats d'économie d'énergie (CEE) avec le Grand Besançon

18-61 Transfert des résultats du budget assainissement à la CAGB

Domaine des affaires générales :

18-62 Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade

18-63 Modification des statuts de la CAGB – élargissement des compétences

Domaine de l'urbanisme

18-56 Coupe de bois 2018-2019

Vu le Code forestier et en particulier les articles L1, L141-1, L143-1, L143-2, L144-1 à L144-4 et L145-1 à L145-4.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale Thise d'une surface de 445 Ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 27/02/2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de

l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;

- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur l'assiette des coupes 2019 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles : 2p27a.31i.33j.41j.43j.20r.33r. et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF pour la campagne 2019 ;

Considérant l'avis favorable rendu lors de la réunion partenariale Commune / ONF du 5 octobre 2018 ;

En application de l'article R.213-23 du code forestier et conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF propose pour la campagne 2018, l'état d'assiette des coupes **annexé à la présente délibération**.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- ☐ Approuve l'état d'assiette des coupes 2019 dans sa totalité.
- ☐ Approuve l'état d'assiette des coupes 2019 en ne retenant pas les coupes suivantes :

Motif

.....
.....

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

1. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

1.1 Vente aux adjudications générales :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre aux adjudications générales les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

(préciser les parcelles et, pour les feuillus, les essences)	Ventes publiques (adjudications)					Ventes groupées, par contrats d'approvisionnement		
	En bloc et sur pied	En futaie affouagère	En bloc façonné	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure	Grumes	Petits bois	Bois énergie
Résineux						31i.32i.	31i.32i.	
Feuillus		Essences diverses 2p.27.a.32i 33j.41j. 43j.	Essences diverses 20r.33r.			Grumes	Trituration	Bois bûche Bois énergie
						Essences : Contrat de hêtre 20r.33r.		

Nota : pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2 % pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

1.2. Délivrance à la commune pour l'affouage :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Destine le produit des coupes des parcelles 2p.27a.32i.33j.41j.43j.20r.33r à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	14j.15a.16p.42j	

- Autorise le Maire à signer tout autre document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les trois garants.

2. Rémunération de l'ONF pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure

Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ☐ demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- ☐ autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation

Pour les bois vendu sur pied à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par ...voix sur ... :

- ☐ demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- ☐ autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

18-57 Campagne d'affouage 2018-2019

Vu le Code forestier et en particulier les articles L.112-1, L.121-1 à L.121-5, L.212-1 à L.212-4, L.214-3, L.214-5, L.243-1 à L.243-3.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE d'une surface de 445 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 31/01/2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- L'affouage qui fait partie intégrante de ce processus de gestion, est un héritage des pratiques communautaires de l'Ancien Régime que la commune souhaite préserver. Pour chaque coupe de la forêt communale, le conseil municipal peut décider d'affecter tout ou partie de son produit au partage en nature entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, et sans que ces bénéficiaires ne puissent vendre les bois qui leur ont été délivrés en nature (Articles L.243-1 du Code forestier).
- L'affouage étant partagée par foyer, seules les personnes qui possèdent ou occupent un logement fixe et réel dans la commune sont admises à ce partage.
- La commune a fait une information auprès des habitants pour connaître les foyers souhaitant bénéficier de l'affouage durant la campagne 2018-2019

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la campagne d'affouage 2018-2019 en complément de la délibération concernant l'assiette, la dévolution et la destination des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF ;

Considérant l'avis de la réunion collégiale du 3 octobre 2018

Considérant la délibération sur l'assiette, la dévolution et la destination des coupes de l'exercice 2018-2019 en date du

Le Conseil municipal après en avoir délibéré :

- destine le produit des coupes (houppiers, taillis, perches, brins et petites futaies) des parcelles...14.42.6..44 d'une superficie cumulée de 30 ha à l'affouage sur pied ;
- arrête le rôle d'affouage joint à la présente délibération ;
- désigne comme garants :
 - MRS BEUGUE Jean
 - POURCHET Roger,
 - VUILLEMIN André,
 - BEY Dominique ;
- arrête le règlement d'affouage joint à la présente délibération ;
- fixe le volume maximal estimé des portions de 5.10.15 stères ; ces portions étant attribuées par tirage au sort ;
- fixe le montant total de la taxe d'affouage à 7 euros le stère €
- fixe les conditions d'exploitation suivantes :
 - ⇒ L'exploitation se fera sur pied dans le respect du Règlement national d'exploitation forestière.
 - ⇒ Les affouagistes se voient délivrer du taillis, des perches, des brins, de la petite futaie et des houppiers désignés par l'ONF. Des tiges nécessitant l'intervention préalable d'un professionnel pourront être abattues par la commune avant mise à disposition aux affouagistes. Elles seront dans ce cas mises à disposition sur coupe.
 - ⇒ Le délai d'exploitation est fixé au 15 avril 2019 Après cette date, l'exploitation est interdite pour permettre la régénération des peuplements. Au terme de ce délai, si l'affouagiste n'a pas terminé l'exploitation de sa portion, il sera déchu des droits qui s'y rapportent (Articles L.243-1 du Code forestier).
 - ⇒ Le délai d'enlèvement est fixé au 31 août 2019 pour permettre la sortie du bois sur sol portant en dehors des périodes pluvieuses.
 - ⇒ Les engins et matériels sont interdits hors des chemins et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements.
 - ⇒ Les prescriptions particulières propres à chaque portion sont spécifiées dans le règlement d'affouage.
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

Domaine des finances :

18-58 Création d'un plateau surélevé en entrée de ville, rue de Besançon – subvention Conseil Départemental

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal que deux projets immobiliers, respectivement portés par Seguin immobilier et le carré de l'Habitat, verront le jour en 2019, en entrée de ville, de part et d'autre de la rue de Besançon.

Afin de prévoir et sécuriser ces flux routiers supplémentaires, et plus globalement de réduire la vitesse de cet axe important, le conseil de municipalité, en lien avec les services du conseil départemental, a opté pour la création d'un plateau surélevé et l'aménagement de « stops » de part et d'autre de la rue de Besançon.

M. le Maire informe le conseil municipal de la possibilité de solliciter une subvention auprès du conseil départemental pour la réalisation de ces travaux.

Un devis a été sollicité mais n'est pas encore parvenu en mairie. L'estimatif du projet table sur un coût global de 70 000 €.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- sollicite l'aide financière du conseil départemental selon le plan de financement suivant :

conseil départemental (30%)	21 000 €
Fonds libres	49 000 €

- demande l'autorisation de commencer les travaux avant intervention de la décision attributive de subvention ;
- s'engage à réaliser les travaux dans les deux ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention.

18-59 Cimetière - Tarifs caveaux 4 places

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Loïc Allain

M. le Maire explique au conseil municipal qu'il convient de délibérer à chaque fois que de nouveaux travaux sont réalisés au cimetière, afin d'actualiser les tarifs proposés. Il rappelle qu'il était nécessaire de procéder à la création de nouveaux caveaux 4 places. La prestation ayant été réalisée et contrôlée, le tarif d'un caveau 4 places est désormais de 2130 €.

L'exposé du maire entendu, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition.

18-60 Convention pour la mutualisation de la collecte et de la vente des certificats d'économie d'énergie (CEE) avec le Grand Besançon

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Loïc Allain

Vu le dispositif C.E.E introduit par la loi de Programmation et d'Orientation de la politique énergétique du 13 juillet 2005 ;

Vu la loi « Grenelle 2 » ;

Vu les aides potentielles existant au profit des collectivités pour leurs projets de maîtrise de l'énergie ;

Vu l'utilité de la mutualisation sur l'agglomération du Grand Besançon de la collecte et de la vente des CEE ;

M. le maire expose au conseil municipal que le projet de convention proposé entre la CAGB et la commune a pour but d'accompagner la commune afin de maximiser le potentiel et la valorisation financière des CEE des opérations communales, notamment en :

- identifiant les opérations donnant lieu à la délivrance des CEE ;
- récoltant les pièces constitutives des dossiers auprès de la commune ;

- qualifiant les CEE et en rédigeant les pièces des dossiers ;
- valorisant financièrement les CEE et en reversant les bénéfices à la commune.

La CAGB est donc le coordonnateur des opérations, assiste la commune pour le montage des supports techniques, élabore et rédige les dossiers de demande de CEE destinés au pôle national des CEE, assure la gestion et la vente des CEE (les prix de vente étant déterminés après une négociation avec l'offrant), et reverse les recettes à la commune.

Ce reversement des recettes se décompose en deux parties :

- 50% directement à la commune ;
- 50% alimentent le fonds « isolation et énergies pour les communes » mis en place par le Grand Besançon.

M. le maire rappelle que deux projets importants portés par la commune ; la rénovation BBC de 9 logements conventionnés et la modernisation de l'éclairage public, sont en premier lieu concernés.

Après en avoir délibéré, à 17 voix pour et 3 abstentions, le conseil municipal décide:

- D'autoriser M. le maire à signer la convention fixant les modalités d'intervention de la CAGB auprès de la commune ;
- De nommer M. Allain, référent pour ce dossier.

18-61 Transfert des résultats du budget assainissement à la CAGB

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Loïc Allain

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les activités Assainissement et Eau ont fait l'objet d'un transfert à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.

Comme la réglementation en vigueur en prévoit la possibilité, il est proposé au Conseil municipal de transférer les résultats tels qu'ils apparaissent au compte administratif 2017

Pour rappel, le conseil municipal du 27 mars 2018 dédié au vote du budget, avait décidé d'intégrer le budget annexe assainissement au budget communal, en faisant apparaître les excédents suivants :

Pour la section de Fonctionnement	144 006.70
Pour la section d'investissement	217 630.88
Total	361 637.58

A l'issue d'un vote secret sollicité par un tiers de ses membres, le conseil municipal, à 13 voix pour, 6 contre et une abstention, décide :

1. De donner son accord pour la clôture de l'activité Assainissement au 31 décembre 2017 ;
2. De transférer la totalité de son budget assainissement à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon, soit la somme de 361 637 € ;
3. D'autoriser M. le Maire à signer tout document relatif au transfert de ces résultats.

Affaires générales :

18-62 Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Alain Loriguet

Conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique Paritaire, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Ce taux ou ratio promus / promouvables peut être compris entre 0 et 100%.

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 4 septembre 2018, sur proposition du Maire, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de fixer le(s) taux suivant(s) pour la procédure d'avancement de grade dans la collectivité comme suit :

Pour tous les grades de tous les cadres d'emplois	100 (en %)
---	------------

18-63 Modification des statuts de la CAGB – élargissement des compétences

Accord du conseil de municipalité du 3 octobre 2018

Rapporteur : Alain Loriguet

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a introduit la possibilité pour un EPCI comprenant une commune ayant perdu la qualité de chef-lieu de région, de se constituer en communauté urbaine sans respecter le seuil minimal de population. Cette dérogation est ouverte jusqu'au 1er janvier 2020 à la condition que l'EPCI exerce toutes les compétences attribuées aux communautés urbaines par l'article L.5215-20 du CGCT.

La Communauté d'Agglomération du Grand Besançon peut bénéficier de cette dérogation à la double condition :

- qu'elle exerce l'intégralité des compétences obligatoires des communautés urbaines
- qu'une majorité qualifiée de communes membres délibèrent en faveur de la transformation en communauté urbaine, avant le 1er janvier 2020.

Ainsi, la procédure pour transformer la CAGB en communauté urbaine comporte deux phases :

- Dans la première phase, la CAGB doit se doter des compétences obligatoires des communautés urbaines. Suite à la délibération du conseil communautaire sur cette extension de compétences, les communes disposent d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur ces modifications statutaires. Les modifications statutaires doivent être adoptées à la majorité qualifiée (1/2 des communes représentant les 2/3 de la population ou 2/3 des communes représentant 1/2 de la population, dont Besançon). Si la majorité qualifiée est réunie, M. le Préfet pourra prendre un arrêté d'extension des compétences à compter du 1er janvier 2019.

- Dans la seconde phase, le conseil communautaire de la CAGB devra délibérer en janvier 2019 sur sa transformation en communauté urbaine. Les communes disposeront alors d'un nouveau délai de 3 mois pour se prononcer sur cette transformation, elles doivent se prononcer à la majorité qualifiée (1/2 des communes représentant les 2/3 de la population ou 2/3 des communes représentant 1/2 de la population dont Besançon). Si la majorité qualifiée est réunie, un arrêté préfectoral prononcera la transformation de la CAGB en communauté urbaine à effet du 1er mai 2019.

Le Conseil de communauté de la CAGB s'est prononcé favorablement le 29 juin 2018 sur la modification de ses statuts, engageant ainsi la première phase de cette transformation. Cette modification concerne le transfert de plusieurs compétences afin que la CAGB exerce l'intégralité des compétences obligatoires des communautés urbaines à effet du 1er janvier 2019.

Cette délibération, ainsi que le projet de statuts modifiés, a été notifiée aux communes membres de la CAGB.

Conformément à l'article L.5211-17 du CGCT, le Conseil municipal est aujourd'hui invité à se prononcer sur la modification de l'article 6 des statuts de la CAGB. L'article 6 des statuts serait modifié comme suit :

« Article 6 – Compétences

La Communauté d'Agglomération du Grand Besançon exerce au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

Article 6.1

1. En matière de développement et d'aménagement économique, social, culturel de l'espace communautaire

- a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique ;
- c) Construction ou aménagement, entretien, gestion et animation d'équipements, de réseaux d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs, sportifs, lorsqu'ils sont d'intérêt communautaire ;
- d) Lycées et collèges dans les conditions fixées au titre Ier du livre II et au chapitre Ier du titre II du livre IV ainsi qu'à l'article L. 521-3 du code de l'éducation ;
- e) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- f) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche ;

2. En matière d'aménagement de l'espace

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire, au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; et après avis des conseils municipaux, constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains.

3. En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; action en faveur du logement des personnes défavorisées
- c) Opérations programmées d'amélioration de l'habitat, actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre

4. En matière de politique de la ville : Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; Programmes d'actions définis dans le contrat de ville

5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, extension et translation des cimetières, ainsi que création et extension des crématoriums et des sites cinéraires
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie ;
- e) Contribution à la transition énergétique ;
- f) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

- g) Concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques ;

6. En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie

- a) Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- e) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement

7. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Article 6.2

1. Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
2. Aide au montage d'opérations et à la réalisation d'acquisitions foncières à la demande des communes, suivant un règlement qui sera défini par le Conseil de Communauté
3. Soutien au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers des actions d'intérêt communautaire
4. Création et réalisation de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire
5. Participation au financement du TGV Rhin-Rhône
6. Résorption des friches industrielles et urbaines déclarées d'intérêt communautaire (déconstruction, dépollution et aménagements paysagers)
7. Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire
8. Aide au financement d'opérations décidées par les communes ou par les maîtres d'ouvrage publics et à la constitution de réserves foncières pour le compte des communes
9. Voies de communications structurantes de l'agglomération, qui recouvre :
 - les études
 - la négociation et la contractualisation avec les partenaires
 - la participation au financement des infrastructures
10. En matière d'énergies renouvelables : soutien et actions de développement des énergies renouvelables, création et gestion d'équipements d'intérêt communautaire
11. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements touristiques d'intérêt communautaire
12. Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire
13. Actions de développement de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à l'attention des entreprises, administrations, scolaires et du grand public
14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT :
 - Elaboration de schémas
 - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire

- Participation au financement d'itinéraires connexes

15. Soutien aux clubs sportifs de haut niveau

16. Requalification des entrées et des itinéraires principaux d'agglomération déclarés d'intérêt communautaire

17. En matière d'action culturelle :

- Conservatoire à Rayonnement Régional
- Soutien et mise en réseau des écoles de musique
- Organisation ou soutien d'événements culturels à vocation d'agglomération

18. En matière d'action sportive : organisation ou soutien d'événements sportifs à vocation d'agglomération

19. Réalisation d'études sur l'amélioration de la connaissance environnementale du territoire, sur l'adaptation et la vulnérabilité énergétiques et écologiques du territoire face au changement climatique

20. Études, conseil et sensibilisation aux communes pour une maîtrise de l'énergie

21. Préservation et mise en valeur d'espaces naturels de qualité déclarés d'intérêt communautaire

22. Actions de développement d'une agriculture périurbaine dynamique et diversifiée

23. Actions de sensibilisation à l'environnement, au fleurissement et à l'embellissement des communes

24. Organisation ou soutien de manifestations touristiques à vocation d'agglomération».

En cas d'accord des communes dans les conditions de majorité qualifiée, les nouveaux statuts de la CAGB seront ensuite entérinés par arrêté préfectoral, pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2019.

A l'issue d'un vote à bulletin secret sollicité par un tiers de ses membres, le conseil municipal rejette, par 10 voix pour et 10 voix contre, la présente proposition de délibération.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	18-56	Coupe de bois 2018-2019
♦ Délibération	18-57	Campagne d'affouage 2018-2019
♦ Délibération	18-58	Création d'un plateau surélevé en entrée de ville, rue de Besançon – subvention Conseil Départemental
♦ Délibération	18-59	Cimetière – Tarifs caveaux 4 places
♦ Délibération	18-60	Convention pour la mutualisation de la collecte et de la vente des certificats d'économie d'énergie (CEE) avec le Grand Besançon
♦ Délibération	18-61	Transfert des résultats du budget assainissement à la CAGB
♦ Délibération	18-62	Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade
♦ Délibération	18-31	Modification des statuts de la CAGB – élargissement des compétences

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	
Cécile GIGNET		Sophie HACQUARD- COLNOT	
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX	XXXXXXXXXX	Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET		Claude VALZER	
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	